

JOËL SCHMIDT

*Naissance et mort
des républiques françaises*



des paroles et des hommes



Naissance et mort des républiques françaises

Joël Schmidt

Naissance et mort
des républiques
françaises

« Des Paroles et des Hommes »

DESCLÉE DE BROUWER

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

en France. Puis il se fait sacrer empereur par le pape Pie VII, le 2 décembre 1804. Comme Auguste, il a attendu cinq ans avant d'abattre officiellement la Première République. Comme lui, après la bataille victorieuse d'Actium, il a eu la prudence de ne pas prendre prétexte du 18 brumaire pour le faire aussitôt. La démarche est quasiment identique.

Mais, au contraire de César, trop pressé d'être souverain, il a laissé la République démontrer d'elle-même son impuissance à combattre les factieux, et sa tendance à rester aux mains des plus corrompus. Si César et Bonaparte semblent spontanément proches, en tant que grandes figures militaires, leur parenté en tant qu'hommes politiques est moins nette. Le petit caporal, qu'on dit impatient, aura su attendre, et son modèle fut moins César qu'Octave, devenu l'empereur Auguste.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la fin de la Première République française, calquée sur celle de la République romaine, se fera néanmoins plus en douceur, les leçons de l'Antiquité ayant incontestablement servi à Bonaparte pour avancer à pas feutrés vers son but suprême. Il devient lui aussi empereur, en profitant de toutes les occasions qui lui sont données, de tous les prétextes valables ou non, pour mettre un terme à un régime républicain qui s'était lui-même sabordé par l'impopularité grandissante de ses représentants, dépravés et véreux. Ainsi, dans la Constitution de l'an XII est-il spécifié, par une sorte d'énormité juridique, que « le gouvernement de la République est confié à un empereur héréditaire ». La *res publica*, comme sous Auguste, demeure, et on a peur d'y toucher. Les monnaies qui sont frappées à l'effigie de l'empereur dès 1805 et jusqu'en 1808 portent au revers la mention de République française. Ce n'est que neuf ans après le coup d'État du 18 brumaire que les monnaies commencent à porter la

mention de l'Empire français. Octave César aura attendu lui aussi pour que sur les monnaies la titulature impériale ne fasse plus référence à la République romaine.

Il est étrange de constater combien, même pour des personnages qui ne craignent rien, comme Auguste ou comme Napoléon, le terme de République suscite crainte, ruse et détournement, comme si ce mot avait un caractère sacré, sacré comme la République le fut si longtemps chez les Romains antiques.

Lente montée vers une Deuxième République

La chute de Napoléon en 1815, après Waterloo, ne rétablira pas la république, mais la monarchie : Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe régneront. Encore que ce dernier, après les journées de juillet, aura dupé les insurgés, morts en grand nombre ; il suffit de lire les noms sur la colonne de Juillet à la Bastille de ceux qui souhaitaient dans leur grande majorité le retour de la république. Mais les tours de passe-passe de Thiers et de La Fayette, et les puissances de l'argent ne l'entendaient pas ainsi, sans oublier la revanche ancestrale que les Orléans rêvaient de prendre sur les Bourbons. Enfin un Orléans montait sur le trône.

Mais les républicains n'ont pas totalement désarmé. Blanqui – qui passera dans sa vie plus de temps en prison qu'en liberté – en sera le chef de file emblématique. Les émeutes vont se succéder, comme celle des Canuts de Lyon en 1832, comme celle qui aboutira à Paris au massacre de la rue Transnonain le 15 avril 1834. Le roi sera l'objet de dix-huit attentats – on connaît surtout celui, spectaculaire, de Fieschi en 1835. Mais au-delà des émeutes et des attentats, les républicains, cette fois-ci, forment une incontestable force clandestine, bien décidée à ne pas se faire confisquer une fois de plus sa révolution. Il faudra dix-huit ans pour qu'ils parviennent à leurs fins, lorsqu'une émeute sera réprimée dans le sang le 24 février 1848 boulevard des Capucines. Trop instruits des ruses des royalistes, les républicains forcent alors Louis-Philippe à prendre la fuite et

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

précédente, mais viable. Mac-Mahon envisage une nouvelle dissolution mais se heurte à l'opposition du Sénat. Gambetta avait déjà averti celui-ci par sa fameuse phrase : « Il faudra vous soumettre ou vous démettre. » Mac-Mahon espère que les élections municipales de 1878 et les élections sénatoriales de 1879 seront favorables à la droite, c'est-à-dire aux monarchistes. Il n'en est rien : la victoire des républicains est totale et Mac-Mahon est obligé de se démettre de sa présidence de la République. Neuf années ont été nécessaires avant que les républicains n'apparaissent enfin comme maîtres de la situation et pour que la République semble solide.

Mais celle-ci mettra plus de vingt ans à s'affermir, puis à être vraiment acceptée, au début du XX^e siècle, avec la création du Bloc de gauches par Waldeck-Rousseau en 1902. Cet affermissement avait été précédé par une longue série de difficultés qui avaient mis la République en danger plusieurs fois : un scandale qui avait obligé le président de la République, Jules Grevy, à démissionner, son gendre s'étant livré à un trafic de décorations en 1887 ; la période du boulangisme en 1889 où la France avait été proche de retomber dans le césarisme ; celle de l'affaire de Panama en 1892 où les républicains avaient été compromis dans des tractations financières douteuses ; et celle de l'affaire Dreyfus à partir de 1894.

Mais la République aura tout de même fait voter des lois sur l'enseignement, sur la liberté de la presse, sur l'existence des syndicats, sur les libertés individuelles, comme le divorce et les funérailles civiles.

Malgré ses incohérences et ses approximations, et sans doute pour ces deux raisons qui lui donnaient une certaine souplesse, cette République, troisième du nom, durera soixante-cinq ans, ce que ni la Première ni la Deuxième n'avaient fait. Il est vrai

qu'à partir du XX^e siècle, la Troisième République est aux mains des radicaux-socialistes et des socialistes, et se donne des armes pour contraindre ses ennemis de l'intérieur, parmi lesquels l'Église catholique n'est pas le moindre, en faisant voter en 1905 la séparation de l'Église et de l'État.

Malgré la victoire de 1918, la Troisième République sort affaiblie de la terrible saignée qu'est la Première Guerre mondiale. La montée des mécontentements qui s'appuie sur la révolution bolchévique en Russie, la crise financière jugulée par Poincaré en 1926 (président de la République pendant la guerre de 1914), la crise économique mondiale née du Jeudi noir de Wall Street en 1929 (qui accroît le chômage dans toute l'Europe), entraînent une radicalisation des oppositions.

Le minicoup d'État du 6 février 1934, provoqué par la droite et qui échoue, et, en réplique, le Front populaire, soutenu, pour la première fois, par les communistes, dans un gouvernement présidé par le socialiste Léon Blum, toute cette ébullition politique et sociale stigmatise les positions des uns et des autres face à la montée du fascisme en Italie, en Allemagne et en Espagne. On sent bien que la Troisième République est en crise et qu'elle n'est pas prête pour une seconde guerre mondiale déclarée au début de septembre 1939 : les Allemands, entre mai et juin 1940, sont victorieux.

La Troisième République, née de la défaite de 1870, comme la première était née de la victoire, et la deuxième d'une révolution, sera-t-elle capable malgré tout de subsister ?

De la Troisième République à l'État Français

Or il semble qu'avec la défaite, la mort de la Troisième

République est consommée. Albert Lebrun, président de la République, ne paraît pas à la hauteur d'une situation périlleuse, et Paul Reynaud – « broyé », selon l'expression du général de Gaulle, « par des événements excessifs » – démissionne le 16 juin 1940. Il est alors fait appel au maréchal Pétain qui dispose d'une immense popularité dans le pays, comme le vainqueur de Verdun, et qui est nommé président du Conseil. Cet appel à un homme providentiel est commun dans toute République en crise. Ce qu'on ne sait pas assez, c'est qu'il y a longtemps, et bien avant la guerre, que se tisse autour du Maréchal un réseau de droite et d'extrême droite qui cherche à en faire à nouveau le sauveur de la France, et surtout au moment où débute en 1936 le Front populaire des socialistes et des communistes.

Lorsque Albert Lebrun nomme le maréchal Pétain président du Conseil, celui-ci sort immédiatement de sa poche la liste des ministres qu'il va nommer, ce qui montre bien qu'il s'était préparé depuis longtemps à cette éventualité et avait même tout fait pour qu'il en soit ainsi. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard s'il fut le premier ambassadeur de France nommé auprès du régime fasciste de Franco en Espagne en 1939. Sur la défaite de la France, et sur l'armistice qu'il demande dès le 17 juin 1940, on a le sentiment qu'il est prêt à asseoir un nouveau régime qui n'aura rien de républicain, étant donné son entourage, et qui sera une revanche contre le Front populaire. Parce qu'il faut négocier avec l'ennemi, les députés et sénateurs, d'abord réunis à Bordeaux, ne sont pas *a priori* hostiles à de nouvelles lois constitutionnelles qui renforceraient celles qui avaient été promulguées en 1875. On voit un Pierre-Étienne Flandin demander que le maréchal Pétain devienne président de la République, mais le président de l'époque, Albert Lebrun, refuse de démissionner.

En apparence, mais en apparence seulement, la République

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

La Saint-Barthélemy n'aura pas lieu. Si la France avait été protestante..., Albin Michel, 2011.

Nouvelles

Le Jour de ma mère, collection « Nouvelle », Le Rocher, 1999.

La Cour du Monde, collection « Écrivains en résidence », Éditions du Verger, 2001.

La Vengeance du piano, collection « Nouvelle », Le Rocher, 2003.

Beaux livres

Visage des voyageurs, portraits d'écrivains du XX^e siècle, en collaboration avec Martine Le Coz, Le Rocher, 2002.

Petite Anthologie de la mythologie romaine, Éditions Molière, 2004.

Venise (ouvrage collectif), Flammarion, 2006.

Ouvrages collectifs

Marqués par la haine, Hemsé éditions, 1982.

Sénèque (en collaboration avec Alain Absire), Éditions Nouvelles, 1991.

Autour des pierres précieuses, Artémise, 1992 (Prix Gérard de Nerval).

La Bibliothèque, Le Rocher, 1999.

Lettres à Dieu. Cent Lettres du monde au Créateur, Calmann-Lévy, 2004.

Dictionnaire des écrivains contemporains de langue française par eux-mêmes, sous la direction de Jérôme Garcin, Éditions des Mille et Une Nuits, 2004.

Et que le désir soit (en collaboration avec Cécilia Dutter), Desclée de Brouwer, 2011.



Composition et mise en pages réalisées par
Compo 66 – Perpignan
454/2012

Achevé d'imprimer sur les presses de l'imprimerie
en février 2012

N° d'imprimeur : XXXXX

Dépôt légal : mars 2012

Imprimé en France